

# C'est en sortant de son pays qu'on voit le monde, qu'on grandit, qu'on découvre!

## Consuelo Perez

est sociologue-urbaniste et consultante en développement. Elle est née en Équateur et y a vécu durant toute la première partie de sa vie. Elle y a décroché une licence en sociologie, complétée par la suite par un post-graduat en études Ibéro-américaines et un diplôme d'expertise en « inégalités, coopération et développement », acquis en Espagne. Cette expérience marque le début d'une nouvelle étape de sa vie, marquée par la migration et l'aide au développement.



Les flux migratoires sont porteurs de nombreux lieux communs et questionnements. Mais qu'en pensent les principaux concernés, c'est-à-dire ces personnes qui décident de migrer? Pensent-elles avoir une influence sur le développement de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil? Dans quelle mesure estiment-elles favoriser l'émergence de nouveaux systèmes organisationnels, de pensée ou de transferts de compétences et d'argent? Consuelo Perez, issue de la migration équatorienne, nous en parle.

« Je suis née dans un foyer où les filles devaient juste se préparer pour être de bonnes épouses, responsables et soumises. »

### En quête de qualifications supplémentaires

«La première fois que je suis venue en Europe, c'était en Espagne. Alors sociologue, j'y ai réalisé un post-graduat en études Ibéro-américaines. Après quoi, je suis rentrée en Équateur où j'ai travaillé trois années en partenariat avec les Nations Unies. J'avais toutefois gardé l'envie de revenir en Europe me qualifier», nous raconte Consuelo Perez. C'est finalement à l'Université catholique de Louvain qu'elle fut acceptée pour accomplir un master en architecture urbaine – c'est-à-dire tout ce qui a trait à la planification des villes, y compris les problématiques sociales. Consuelo continue: «J'ai décroché une bourse universitaire de l'UCL. Très satisfaite de mes études, j'ai voulu continuer et me lancer dans un projet de doctorat, sans aide cette fois. Je travaillais donc à mi-temps en parallèle de ma thèse. Malheureusement, après deux ans et demi, j'ai dû arrêter, par manque d'argent et de temps». À partir de là, la sociologue-urbaniste, qui est aussi maman, a commencé à travailler à plein temps, pour différents organismes: des entreprises privées, des organisations internationales issues des migrations (Osim), le Consulat d'Équateur en Espagne, le Service d'Information et de Formation sur l'Amérique latine (Sedif), ou encore l'ONG internationale Medicos Mundi en Bolivie.

### Les multiples apprentissages de la migration

Dans le cas de Consuelo Perez, le projet migratoire n'avait pas pour premier objectif de trouver du travail à l'étranger, d'améliorer sa situation économique. Comme elle nous l'explique: «Ce n'est pas tant pour le travail que je suis partie, car je travaillais déjà en Équateur, pour les Nations Unies. Je travaillais

dans un projet d'aide aux communautés indigènes. J'ai voulu émigrer pour pouvoir étudier davantage, me qualifier, ainsi qu'éduquer mon enfant et lui donner un autre horizon.»

Sa motivation première était donc la recherche d'un mieux-être pour elle-même et sa famille, mieux-être qu'elle ne pouvait atteindre étant donné les conditions sociales et politico-économiques en Équateur à l'époque. «J'étais déçue du pays, de la corruption, de la façon dont on gaspille et on organise les choses (...), frustrée de voir une élite politique sans projet national.» Consuelo ajoute: «Je suis née dans un foyer où les hommes avaient le privilège de faire ce qu'ils voulaient alors que les filles devaient, elles, juste se préparer pour être de bonnes épouses, responsables et soumises. C'était effroyable. Je venais de divorcer et je voulais recommencer autrement».

Acquérir de nouvelles qualifications était une motivation supplémentaire, non seulement au niveau professionnel mais également au niveau de la maîtrise d'autres langues et de l'organisation: «J'ai appris la langue,... donc le français, car j'étais basée en Wallonie. J'ai aussi développé des compétences professionnelles, notamment celle de diriger une équipe. En Équateur, nous ne savons pas trop travailler en équipe et l'organisation du travail telle qu'on la conçoit ne permet pas d'être très efficace...»

Quels autres apprentissages Consuelo Perez estime-t-elle, jusqu'à aujourd'hui, avoir tirés de son expérience professionnelle en Belgique? «En tant que consultante, je me suis également qualifiée dans l'élaboration de projets de développement, dans l'aide aux associations de migrants, dans l'appui aux femmes et aux paysannes. Au Sedif, j'ai beaucoup appris en termes de gestion de projets,

d'identification, de recherche de financement, de networking auprès des bailleurs de fonds, etc.»

### **Pour le développement et la solidarité**

Consuelo Perez est une femme active et engagée qui s'est impliquée – et continue de le faire aujourd'hui – dans de nombreux projets de développement et d'aide aux personnes qui, comme elles, sont issues des migrations. Elle nous parle de ses engagements les plus marquants:

«En Équateur, j'ai travaillé pour le Conseil national des peuples indigènes et noirs, dans un projet de développement régional et local de ces peuples financé par la Banque mondiale et les Nations unies. Nous avons défini un plan stratégique de façon participative, d'abord avec les communautés locales, puis au niveau régional. J'étais chef de divers projets, responsable de la sélection, du suivi et de l'évaluation des projets». Consuelo nous confie que certains de ceux-ci ont échoué alors que d'autres se sont concrétisés et portent encore leurs fruits aujourd'hui.

«En Belgique, grâce à l'appui financier de la Région Wallonne, j'ai travaillé à l'élaboration d'un projet qui promeut les initiatives économiques et l'entrepreneuriat des migrants. Par exemple, nous soutenions la promotion de produits et de services proposés par des entreprises de migrants équatoriens en Belgique. À la fin de la période de subsides, les choses se sont compliquées...» Et la recherche de nouveaux financements s'est avérée très difficile. Mais les apprentissages ont été nombreux. «Beaucoup des Équatoriens vivant en Belgique se voient comme des entrepreneurs. Aujourd'hui, j'aimerais pousser la mise en place du projet et faire un partenariat avec le Ministère équatorien».

Consuelo Perez a également travaillé plusieurs années pour le Sedif sur un projet d'alphabétisation numérique, pour lequel l'association avait décroché des financements. «Il s'agissait d'un programme de formation destinés aux personnes issues des migrations – dont beaucoup étaient des femmes – leur permettant de manier l'outil informatique et ainsi pouvoir communiquer avec leur famille restée au pays et acquérir plus de compétences», nous explique-t-elle. «C'était aussi l'occasion pour elles de se rencontrer, d'échanger et de sociabiliser». Le Sedif n'existe plus depuis

fin 2014, période à laquelle l'Université libre de Bruxelles (ULB) a décidé de réunir ses anciennes structures actives dans la coopération au développement – SLCD, Sedif et Cemubac – au sein d'une même et nouvelle entité, l'ONG [ULB-Coopération](#).

En termes de microfinance, et grâce à l'appui de [Financité](#), Consuelo a contribué à mettre en place une structure de micro-épargne (devenue, aujourd'hui, le Réseau d'épargne et de crédit de l'immigrant) au sein des communautés latino-américaines à Bruxelles. Cela, dans le but de faciliter leur insertion financière et l'entrepreneuriat. Elle nous raconte, pleine d'enthousiasme: «Financité faisait déjà cette expérience avec des groupes africains. J'ai voulu lancer la même chose avec des groupes latino-américains. La micro-épargne, ce n'est pas seulement collecter de petits montants. C'est aussi penser l'organisation sociale, à travers des réunions régulières et des discussions de groupe, et travailler à un objectif commun. Cela contribue donc au développement local, à faire face à la politique néolibérale et à la tendance actuelle à l'individualisme. Financité aide beaucoup à faire connaître les choses, à transmettre l'information». Selon Consuelo, une part de l'épargne collectée par les migrants équatoriens à Bruxelles est envoyée à la famille en Équateur, pour parer aux dépenses urgentes, alors qu'une autre part sert au développement de petits commerces et à répondre aux imprévus, tels que l'éducation des enfants en Belgique. Elle nous confie également que, pour ce projet, la coordination avec les associations de migrants n'était pas toujours facile, de par les divergences de priorités: certaines misent plus sur la représentation et les droits des migrants, mais la plupart reste sur la revendication culturelle, et aucune ne propose d'initiatives de développement économique. Néanmoins, le projet a été très positif et de nombreux groupes fonctionnent toujours aujourd'hui.

Un de ses plus récents projets concerne le tourisme communautaire entre l'Équateur et l'Europe (France et Belgique principalement). «Des communautés indigènes et paysannes ont été identifiées en Équateur, de même que des clients en Belgique. La phase marketing est lancée et nous en sommes actuellement à la création d'une agence de voyage, et à la définition et sélection d'itinéraires. Mais les financements sont très difficiles à trouver. Je tente de mettre sur pied un partenariat avec

**« La micro-épargne, c'est aussi penser l'organisation sociale et travailler à un objectif commun. »**



Altevoyages. Le tourisme alternatif est une grande opportunité de développer les communautés équatoriennes. Il y a beaucoup à offrir: une connaissance de la culture équatorienne, la biodiversité, l'alimentation, les paysages,...»

### **Des aléas, des priorités et des financements**

Consuelo Perez a rencontré plusieurs difficultés dans la mise en œuvre de ses projets de développement. «Une des principales difficultés concernait la vision à long terme portée par les migrants eux-mêmes et leurs associations. Tous ne travaillent pas à l'amélioration des conditions des migrants et n'ont pas forcément les mêmes priorités. Ce n'est pas toujours facile de s'accorder et travailler ensemble dans le même sens». Consuelo relève toutefois une exception, celle de El Andino, association qui promeut la culture andine à Bruxelles et qui est très active en termes de revendication politique et culturelle. Selon elle, «ils travaillent beaucoup à apaiser le climat actuel de peur autour de la migration, à revendiquer les droits des migrants et à la revalorisation de leurs rôles dans le développement de la Belgique et de l'Europe. Mais à côté de ces revendications, il ne faut pas oublier le positionnement des migrants au niveau économique, au niveau des langues et de la communication, au niveau des compétences et des qualifications. Les migrants restent marginaux en termes d'accès à l'emploi. Le fait que l'Europe soit également en crise économique n'aide pas, bien sûr! Cela aggrave même les conditions des migrants qui sont plus vulnérables que les nationaux».

Une deuxième difficulté substantielle concerne les financements. Depuis 2015, la ne reconnaît plus l'Équateur com Coopération gouvernementale belge me un pays prioritaire en termes d'aide au développement et d'appui budgétaire. Cela annihile les chances pour les structures d'aide belges (ONG, asbl et autres) de voir leurs activités en Équateur financées. Consuelo nous raconte comment elle tente dès lors d'attirer des fonds: «On peut s'adresser à l'Union européenne (UE). Mais ce type d'aide est plus contraignant. D'abord, parce que les financements sont plus importants et donc les obligations plus nombreuses. Ensuite, parce que l'UE privilégie les projets où des alliances se font entre associations, gouvernements, ONG, etc. C'est-à-dire de grands

projets qui sont très difficiles à concrétiser. Il faut faire preuve d'énormes capacités de mobilisation, de networking et de recherche de partenaires.»

S'ajoute à cela le fait que certains secteurs ne bénéficient de presque aucune aide, comme nous le confie Consuelo Perez: «Du point de vue du tourisme communautaire, il n'y a presque aucun financement disponible puisque c'est un domaine qui, par essence, vise à générer des revenus, à être plus commercial. Or ce type de tourisme contribue énormément au développement local, à la revendication de la culture, permet de des liens de solidarité, d'éveiller les consciences, de promouvoir l'économie, d'informer les visiteurs, ... C'est une véritable éducation culturelle et au développement! De plus, les bénéfiques vont à la communauté et non à un individu précis, car c'est la communauté qui organise les voyages. Cela contribue aussi à préserver les ressources naturelles, car celles-ci deviennent une attraction touristique. Il y a donc un grand potentiel de développement via le tourisme communautaire».

### **Une perception depuis l'Équateur**

Que ressentent les Équatoriens restés au pays? Que pensent-ils de ceux qui ont décidé de partir? Consuelo Perez, qui voyage régulièrement entre l'Équateur et la Belgique, nous livre son point de vue: «Beaucoup d'Équatoriens ont par rapport aux migrants l'image de gens qui ont fui le pays alors qu'il était en difficultés. Mais en même temps, ils reconnaissent le courage dont ces migrants font preuve, surtout lorsqu'ils s'en vont dans des pays culturellement plus éloignés, comme la Belgique. La langue change, les coutumes sont différentes et les risques sont plus grands. Ils sont vus comme des acteurs de changement qui cherchent des opportunités de vie. L'éducation en Équateur est de mauvaise qualité. Se qualifier ailleurs est donc très bien vu.» En résumé, selon Consuelo, les migrants sont vus positivement en Équateur, surtout ceux qui maîtrisent plusieurs langues, qui prennent des risques, qui se sont formés à de nouvelles compétences et qui se sont ouverts au monde. «C'est en sortant de son pays, nous dit-elle, qu'on voit le monde, qu'on grandit, qu'on découvre! Les Équatoriens qui rentreront après la crise économique, auront des atouts, des compétences, une vision du monde plus solidaire et plus ouverte. Mais c'est vrai que beaucoup

« **Beaucoup d'Équatoriens ont par rapport aux migrants l'image de gens qui ont fui le pays alors qu'il était en difficultés.** »

« Les migrants ont une vision plus solidaire du monde et contribuent à tisser des liens entre pays d'origine et d'accueil. »

restent aussi dans leur pays d'adoption. C'est aussi leur droit. Chacun doit pouvoir vivre là où il se sent heureux!»

**En guise de conclusion :  
une belle contribution !**

Que pense Consuelo Perez de l'influence des migrants sur le développement de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil? Les migrants équatoriens contribuent-ils à l'émergence de nouveaux modes de pensée? Rapportent-ils de nouveaux savoirs et compétences en Équateur?

Pour elle, les principaux effets bénéfiques des migrations sur l'Équateur concernent le transfert de compétences: les Équatoriens qui rentrent, ou qui reviennent périodiquement en Équateur, apportent de nouvelles façons de travailler en équipe et de gérer des projets. Le pays profite de leurs connaissances, notamment celle des langues. Consuelo Perez favorise notamment le «redéveloppement» de systèmes de micro-épargne en Équateur – qui existaient par le passé, mais ont disparu au profit des grandes banques de microfinance. Selon elle,

les migrants ont une vision plus solidaire du monde et contribuent à tisser des liens entre pays d'origine et d'accueil, via les modes de communication, les transferts d'argent, et le partage de savoir et savoir-faire.

En ce qui concerne la participation des migrants équatoriens à leur pays d'accueil – principalement la Belgique, dans ce cas-ci –, elle est également multiple, selon elle. Pour Consuelo Perez, les migrants sont actifs économiquement parlant et s'essayent, notamment, à l'entrepreneuriat. Ils cherchent à s'insérer dans le marché de l'emploi et dans l'économie belge. «Le migrant, nous dit-elle, est un acteur de développement pour le pays de destination et pour le pays d'origine.» Il favorise les échanges culturels et l'ouverture vers le monde.

Consuelo souhaite également créer des ponts entre les communautés équatorienne et belge (et française) via les voyages alternatifs, dans le but, non seulement, d'aider les Équatoriens mais également de répondre au besoin de grand air et à la curiosité culturelle des Européens. ♦

Propos recueillis par Roxane Liénart